

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Lawrence: Je regrette, monsieur l'Orateur, non pas que le premier ministre soit là, mais je me demande s'il pourrait nous dire...

Des voix: Oh, oh!

M. Lawrence: Le premier ministre pourrait-il nous dire quand on va régler cette question de la taxe à l'exportation?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu le ministre des Finances répondre de façon très détaillée à cette question, probablement un jour où le député n'était pas là.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Il faudra que je vérifie la date, mais je crois que c'était le vendredi précédant mon départ pour ce voyage très fructueux en Colombie-Britannique.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: La réponse est inchangée: nous essayons d'obtenir la participation volontaire des provinces. Au cours de la réunion des ministres des Finances, nombre d'entre eux se sont opposés à la taxe à l'exportation et diverses solutions de rechange ont été envisagées. Lors de mon voyage en Colombie-Britannique, nous avons entendu des mémoires présentés par divers groupes qui proposaient d'autres façons d'atteindre le même objectif qu'avec la taxe à l'exportation. Nous nous efforçons d'en discuter avec les provinces et les divers organismes en cause. J'ai soulevé la question lors d'une réunion avec le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Bennett, et certains de ses ministres, au cours de mon séjour très fructueux dans cette province. Nous avons convenu qu'il serait beaucoup plus utile de poursuivre les entretiens comme à l'heure actuelle plutôt que de voir le gouvernement libéral prendre des mesures unilatérales.

M. Lawrence: Je puis vous assurer, monsieur l'Orateur, que si cette déclaration avait été faite...

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. Si le député a une question, il pourrait peut-être la poser.

Des voix: Bravo!

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA RATIFICATION DES ACCORDS PAR LES PROVINCES

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, si cette déclaration avait été faite à la Chambre et non à l'extérieur, nous ne nous en porterions que mieux. Si le premier ministre avait été présent, il aurait entendu son ministre déclarer qu'aucun nouvel accord n'avait été conclu avec les provinces, mais qu'il y en aurait plusieurs autres cette semaine. En conséquence, j'aimerais demander au premier ministre s'il a une idée précise du moment où ce programme s'appliquera à tout le pays, ou si le gouvernement ou lui-même envisagent de tenir une réunion spéciale des premiers ministres en vue de résoudre des divergences de vues très sérieuses entre plusieurs provinces et le gouvernement?

Questions orales

M. Guay (Saint-Boniface): Vous pouvez vous absenter pendant un mois maintenant, Allan.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il se pourrait que nous soyons obligés de tenir une réunion des premiers ministres pour résoudre cette question, mais pour l'instant, je ne pense pas que ce soit nécessaire. Les provinces ont demandé et se sont vu accorder suffisamment de temps pour préparer en détail leurs réponses à ce programme.

M. Lawrence: Combien de temps?

M. Trudeau: Le député demande combien de temps. Le premier ministre de la Colombie-Britannique nous a demandé un délai, car il venait juste d'être élu, et il me semblait normal de le lui accorder plutôt que de lui mettre le couteau sous la gorge. Je suis surpris que l'opposition nous exhorte à prendre des mesures unilatérales à cet égard.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA QUESTION DE L'ACHAT DE MATÉRIEL MILITAIRE ET LES NÉGOCIATIONS AVEC LA CEE

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et a trait aux discussions qu'il a eues il y a plusieurs mois avec ses confrères de la Communauté économique européenne concernant une formule quelconque de relations contractuelles avec ce groupe de pays. J'aimerais lui demander si, au cours de ces conversations auxquelles lui-même ou ses collaborateurs ont participé, il a été question que le Canada achète du matériel militaire, si on en a parlé dans les discussions qui ont suivi entre ses collaborateurs et les représentants de nombreux pays de l'Europe, et, s'il a été question que le Canada achète du matériel militaire, si on a en fait parlé de programmes de remplacement de navires ou de chars d'assaut?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il n'en a pas été question au cours des discussions concernant le lien ou l'aspect contractuel de l'accord ou échange économique avec la Communauté économique européenne, assurément pas en ma présence, et je doute qu'il en ait été directement question avec les hauts fonctionnaires. Évidemment, dans le cadre de la coopération économique, il est possible que certains achats de matériel militaire soient envisagés. Je ne le sais pas, mais je dis qu'il n'en a pas été question en ma présence. Relativement à la question du député, je pourrais ajouter que j'ai longuement discuté de la question de l'OTAN quand j'étais en Europe, et très souvent avec les mêmes personnes avec qui je me suis entretenu de coopération économique. Nous n'en avons pas parlé dans le contexte du Marché commun, mais dans celui des pays de l'OTAN. Il peut donc y avoir une certaine confusion dans l'esprit du député quant à l'optique dans laquelle nos entretiens se sont déroulés. J'en ai discuté dans le cadre de l'OTAN.